



## CAHIER DES CHARGES PARTICULIERES











MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

PRESTATION DE CONCEPTION ET ORGANISATION D'UN  
EVENEMENT POUR LA CCI OCCITANIE LE 23/10/2025

Référence N°25OCC04L

**Chambre de Commerce et d'Industrie Région Occitanie**  
CCI Occitanie  
5 Rue Dieudonné Costes  
31 700 BLAGNAC

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation de conception et organisation d'un événement pour la CCI Occitanie le 23/10/2025
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranche optionnelle
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	Sans objet
	Prix	Prix forfaitaires
	Variation des prix	Sans
	Avance	Sans

## Sommaire :

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 Contexte et enjeux.....	5
1.2. Objet de la consultation.....	5
1.2 - Mode de passation.....	5
1.3 - Type et forme de contrat.....	5
1.4 - Décomposition du contrat.....	6
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	6
1.6 - Dispositif de vigilance.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
2.1 – Pièces particulières :.....	6
2.2 Pièces générales :.....	7
2.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :.....	7
3 - Intervenants.....	7
3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel.....	7
5 - Durée et délais d'exécution.....	8
5.1 - Durée du contrat.....	8
5.3 - Délais d'exécution des tranches.....	8
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
6.2 - Modalités de variation des prix.....	8
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	8
7 - Garanties Financières.....	8
8 - Avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.3 - Délai global de paiement.....	10
9.4 - Paiement des cotraitants.....	10
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
10.1 Prestations incluses et attendues dans le déroulé de l'événement :.....	10
10.1.1 Format pressenti (planification).....	10
10.1.2 Prestations attendues.....	11
10.1.3 Direction artistique & identité de l'événement.....	11
10.1.4 Scénographie et mise en ambiance.....	11
10.1.5 Programmation & animations.....	11
10.1.6. Conseil en création de supports (sans réalisation).....	11
10.1.7 Coordination technique & logistique.....	12
10.1.8 Gestion de projet et coordination générale.....	12
10.2 Prestations exclues du présent marché mais a intégrées dans le déroulé de l'événement : ....	12
10.3 Livrables :.....	12
10.4 – Délais d'exécution.....	12
10.5 Obligations du titulaire.....	13
10.5.1 - Obligation de résultat.....	13
10.5.2 - Consignes sécuritaires.....	13
10.5.3 - Confidentialité.....	13
10.5.4 - Assurances.....	13
10.5.6 - Equipe dédiée.....	13
10.5.7 - Obligation d'assistance technique.....	13
10.5.8 - Obligation d'assister aux réunions de cadrage et de suivi de l'opération.....	14
10.6 - Propriété industrielle et intellectuelle.....	14
10.7 – Protection de la main d'œuvre et respect des conditions de travail.....	14
11 - Constatation de l'exécution des prestations.....	14
11.1 – Vérifications qualitatives et quantitatives.....	14
11.1.1 Vérifications pour les prestations.....	14

11.2 – Obligation de conseil et de résultat : .....	14
11.3 – Réalisation aux frais et risques.....	15
12 - Développement durable.....	15
13 - Pénalités.....	15
13.1 - Pénalités de retard .....	15
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	15
14 - Assurances.....	16
15 - Clause de réexamen .....	16
<i>d'annulation de l'évènement</i> .....	16
<i>de report de l'évènement :</i> .....	16
16 - Résiliation du contrat.....	17
16.1 - Conditions de résiliation.....	17
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
17 - Règlement des litiges et langues.....	17
18 - Clauses complémentaires.....	18
18.1 - Circonstances imprévisibles .....	18
19 - Dérogations.....	18

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 Contexte et enjeux

Née de la fusion en 2016 des 2 CCI de région Midi-Pyrénées et Languedoc Roussillon, la CCI Occitanie anime, soutient et coordonne l'action des 13 CCI territoriales pour les missions définies dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens signées avec l'Etat et de partenariats régionaux (Région Occitanie, DREETS, ...).

Elle gère certaines activités pour le compte du réseau (ressources humaines, systèmes d'information, développement de programmes européens...).

Elle accompagne les entreprises dans leur développement international au sein de la Team France Export et en Europe avec le Réseau Entreprise Europe (EEN).

Elle est administrée par 95 élus dirigeants d'entreprise (élus pour 5 ans), 39 membres associés et 15 conseillers techniques.

Chiffres clés :

- 413 000 entreprises ressortissantes
- 13 CCI territoriales
- 70 collaborateurs CCI Occitanie (700 au niveau du réseau)
- 2 implantations (Blagnac et Pérois)

L'événement constitue un moment fort de la vie institutionnelle de la Chambre et un temps fédérateur à destination de :

- Ses élus, membres associés et conseillers techniques (≈150 personnes)
- Ses collaborateurs (≈70 personnes)
- Ses partenaires institutionnels et économiques (≈50 personnes)

L'objectif est de faire de ce rendez-vous (le seul organisé pendant le mandat actuel) :

- Un événement marquant, fédérateur et ambitieux,
- Un moment de bilan et de projection stratégique,
- Une occasion de renforcement du sentiment d'appartenance,
- Un temps de valorisation des réalisations collectives,
- Une opportunité de renforcement du réseau et de convivialité,

## 1.2. Objet de la consultation

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Occitanie (CCI Occitanie) lance un appel à prestations pour sélectionner une agence événementielle en charge de concevoir, organiser et produire un événement destiné à affirmer la stratégie régionale et à présenter le bilan et les perspectives du mandat en cours.

Cet événement est organisé à l'intention des partenaires, des élus et de l'ensemble des collaborateurs de la CCI Occitanie et s'inscrit dans le cadre de l'Assemblée Générale annuelle de la CCI Occitanie, et aura lieu le 23 octobre 2025 au Stade Toulousain.

Lieu(x) d'exécution :  
Stade Toulousain  
31000 Toulouse

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

## 1.4 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le présent marché est constitué d'un lot unique en application de l'article L2113- 11 2° du code de la commande publique.

En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
Ferme	<b>Conception et Organisation d'un événement pour la CCI Occitanie</b> Toutes les prestations nécessaires à la réalisation de l'événement comme détaillé, dont la nomination d'un journaliste pour l'animation de l'événement
Optionnelle 001	<b>Personnalité « inspirante »</b> Intervenant proposé par le titulaire pour l'intervention lors de l'événement. Sous réserves de la validation du ou des profil(s) par l'acheteur.

## 1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 1.6 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

# 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

## 2.1 – Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Tout document nécessaire à la gestion de la prestation (PV de démarrage, plans de prévention et habilitations des personnels et des matériels, réunion de mise au point...etc.),
- Les bons de commandes émis par les membres du groupement.

Seules les pièces citées ci-dessus ont une valeur contractuelle.

Les exemplaires de l'acte d'engagement, du BPU, du C.C.P et de l'offre technique du titulaire conservés dans les archives de l'administration font seules foi.

Les documents établis lors des réunions de démarrage d'exécution du marché pourront être rendu contractuels.

## **2.2 Pièces générales :**

- le code de la commande publique ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Nota : les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes réglementaires pour l'exécution du présent marché.

## **2.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :**

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus au 2.1 et 2.2 exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Toute disposition insérée par le soumissionnaire lors du dépôt de son offre ou rajoutée par le titulaire dans l'établissement de ses devis, demandes de paiement ou toute autre pièce qui serait contraire aux pièces contractuelles est réputée non écrite.

# **3 - Intervenants**

## **3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur**

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

Le référent technique de la CCI Occitanie est Madame Marie DESMALADES Responsable Marketing Communication - Service Marketing Communication

Tel : 06 84 02 43 27

Mail : m.desmalades@occitanie.cci.fr

# **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 5 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La manifestation se déroulera sur 1/2 journée et une soirée le 23/10/2025

#### Calendrier estimatif :

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

La manifestation se déroulera sur 1/2 journée et une soirée le 23/10/2025

Le marché est conclu à compter de sa notification et jusqu'à la remise du compte rendu de l'événement au plus tard le 30/10/2025.

L'ensemble de la prestation sera précisé dans le mémoire technique remis dans l'offre du candidat et confirmé lors des réunions de calage après notification.

Le titulaire s'engage à remettre un compte rendu de l'événement et tous les supports de diffusion liés à cet événement avant la fin du présent marché

### 5.3 - Délais d'exécution des tranches

L'acte d'engagement fixe la durée du contrat de chaque tranche.

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme.

Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : Proposition d'intervention par une personnalité inspirante. Le candidat présente un maximum de 3 personnalités et une note explicative des dites propositions.	1 <sup>er</sup> octobre 20225

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

### 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

Seuls des acomptes seront effectués.



## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement des prestations se fera selon l'échéancier suivant :

- 1/ facture d'acompte de 30% admise à la commande pour donner suite à la notification du présent marché au titulaire,
- 2/ facture pour solde au terme du marché lors de la remise du bilan technique et financier de l'opération.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle le titulaire pourra remettre une facture d'acompte spécifique à cette tranche optionnelle.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002247800015 (CHORUS)

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai est effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 2 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### 10.1 Prestations incluses et attendues dans le déroulé de l'événement :

#### 10.1.1 Format pressenti (planification)

L'événement se déroulera sur une ½ journée et soirée en 4 temps :

1. Assemblée Générale de la CCI Occitanie (temps statutaire) pour une partie des participants
2. Animation de cohésion (type photo géante, quiz interactif, etc.)
3. Plénière stratégique : présentation du bilan, perspectives, table ronde, interventions externes :
  - animation par un journaliste, spécialiste de l'économie en Occitanie ayant une connaissance du réseau consulaire et de ses enjeux, reconnu pour ses capacités d'animation

- intervention par une personnalité inspirante (tranche optionnelle)

Le candidat proposera de mettre en lumière une personnalité inspirante.

Cette personne se distingue par une particularité unique et une reconnaissance avérée dans son domaine d'activité. En tant que dernière personne à intervenir, elle devra apporter un éclairage particulier sur des enjeux propres à la CCI (la cohésion, la transformation, le travail d'équipe...) ou sur une thématique actuelle touchant à son activité (IA, nouvelles relations au travail...)

Le choix des intervenants seront validés par la CCI Occitanie.

Le candidat présentera 2 à 3 propositions par typologie d'intervenant.

La CCI Occitanie se réserve le droit de faire intervenir toutes personnes de son choix que le titulaire devra intégrer dans le déroulé de l'événement.

Il est rappelé que toutes les rémunérations et tous frais dus au titre de ces interventions sont réglées par le titulaire, et compris dans le montant total de la prestation, et ne sauraient faire l'objet d'aucun complément de quelque nature que ce soit.

#### 4. Cocktail dînatoire festif et animé

##### 10.1.2 Prestations attendues

L'agence retenue assurera l'ensemble des missions suivantes en lien étroit avec les équipes de la CCI Occitanie :

##### 10.1.3 Direction artistique & identité de l'événement

- Création d'un concept global fort et d'une « identité événementielle » cohérente
- Définition d'un fil rouge thématique structurant l'ensemble du parcours (plénière, animations, supports visuels, goodies...)
- Élaboration de propositions visuelles (monobords, esquisses, maquettes) dès la phase de consultation

##### 10.1.4 Scénographie et mise en ambiance

- Création d'une scénographie immersive (son, image), valorisant les temps forts (accueil, plénière, cocktail)
- Mise en place d'une décoration en cohérence avec le lieu et la thématique définie par l'agence
- Mobilier, habillage scénique, éclairage, éléments visuels de « branding »
- Gestion de l'accueil visuel et sensoriel des participants

##### 10.1.5 Programmation & animations

- Conception d'un conducteur détaillé avec enchaînement fluide des séquences
- Proposition d'animations originales de cohésion et de networking (pendant ou après la plénière, lors du cocktail)
- Suggestion de performances artistiques, animations digitales, expériences immersives (facultatif mais valorisé)

##### 10.1.6. Conseil en création de supports (sans réalisation)

- Élaboration d'une liste exhaustive des supports nécessaires à l'identification de l'événement
  - Signalétique (intérieure et extérieure)

- Supports audiovisuels
- Habillage de scène et écrans
- Supports print & digitaux
- Goodies & badges
- Coordination avec le service communication et les titulaires des marchés CCI Occitanie pour la production (traiteurs, impressions...)

#### **10.1.7 Coordination technique & logistique**

- Fourniture, gestion et pilotage des prestations techniques :
  - Sonorisation, éclairage, diffusion vidéo (écrans relais)
  - Mobilier, équipements, décors
- Coordination des prestataires tiers
- Gestion des livraisons et du planning d'installation

#### **10.1.8 Gestion de projet et coordination générale**

- Mise en place d'une méthodologie de suivi efficace (réunions, reporting, rétroplanning, documents de pilotage)
- Accompagnement stratégique et opérationnel avant, pendant et après l'événement
- Présence sur site le jour J pour garantir la bonne exécution de l'événement

### **10.2 Prestations exclues du présent marché mais a intégrées dans le déroulé de l'événement :**

Sont exclues les prestations mentionnées ci-dessous :

- Impression de supports de communication
- Fourniture et personnalisation d'objets médias (*Goodies & badges*)
- Réalisation signalétique intérieure, extérieure et d'enseigne extérieure
- Prestation de traiteur
- Nettoyage des locaux
- Missions de sécurité des personnes et des biens
- Prestations d'accueil physique
- Captation vidéo

### **10.3 Livrables :**

- Présentation power-point du concept, de l'identité événementielle et du fil rouge finalisés pour validation par la CCI Occitanie (à fournir avant le 30 juin)
- Planning définitif de l'organisation de l'événement à fournir pour le 30 juin.
- Bilan technique et financier (synthèse de l'opération à remettre avec la facture finale.

### **10.4 – Délais d'exécution**

La prestation débutera à la notification du titulaire et s'achèvera au terme de la remise du bilan technique et financier. Le prestataire fournira dans son offre un retro-planning du déroulement de la prestation faisant apparaître les étapes clefs de l'opération (annexe au cadre de réponse technique).

Le planning sera adapté et validé avec la CCI Occitanie dans les 8 jours, au plus tard, suivant la notification du marché, les dates et délais indiqués seront contractuels et devront être respectés par le prestataire.

Si le calendrier d'exécution prévu au marché n'est pas respecté, le prestataire pourra se voir appliquer des pénalités dans les conditions de l'article 11 du présent document.

Afin de respecter le délai de validation du planning le candidat se verra proposé une date de réunion de démarrage dans les trois jours ouvrés après la notification, réunion à laquelle il s'engage de participer.

## **10.5 Obligations du titulaire**

### **10.5.1 - Obligation de résultat**

Dans le cadre de l'exécution des prestations définies dans le présent CCP, le titulaire est soumis à une obligation de résultats et aux règles de l'art. Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et notamment aux prestations décrites dans l'offre du titulaire et aux délais mentionnés dans le rétroplanning établi d'un commun accord avec le prestataire retenu.

Le titulaire s'engage à fournir les moyens matériels et humains qu'il jugera nécessaire au parfait déroulement de l'opération (intervenants techniques, matériel électrique, éclairage, etc. ...).

Si, pour une raison indépendante de sa volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai la CCI Occitanie par mail ou par courrier.

### **10.5.2 - Consignes sécuritaires**

Le Titulaire devra se conformer aux consignes sécuritaires propres au règlement intérieur du lieu de réalisation de la prestation.

### **10.5.3 - Confidentialité**

Les titulaires s'engagent, pour lui et pour ses éventuels sous-traitants, à ne pas utiliser les données à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché et à maintenir confidentielles les communications de toute nature dont ils ont eu connaissance au cours de la procédure comme de l'exécution.

### **10.5.4 - Assurances**

Les titulaires doivent être couverts par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils pourraient encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations dont ils sont directement ou indirectement responsables du fait de leur intervention, de celle de leur personnel ou de celle de personnes mandatées agissant pour leur compte.

### **10.5.6 - Equipe dédiée**

Le titulaire désigne une équipe dédiée à l'exécution des prestations.  
Il s'engage à ce que l'équipe proposée fasse preuve de disponibilité et de stabilité dans sa composition. Tout changement dans la composition de l'équipe d'intervenants doit obtenir l'accord préalable de la CCI Occitanie.

Les remplaçants proposés devront avoir un niveau au moins égal et des qualifications équivalentes à ceux auxquels ils succèdent. Le titulaire s'engage à remplacer, dans les plus brefs délais, tout membre de l'équipe chargée de l'exécution des prestations qui viendrait à être défaillant et à communiquer sans délai, le nom, les titres, qualifications et références du remplaçant proposé.

La CCI Occitanie se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de leur demander la présentation d'un nouvel intervenant.

Le titulaire prendra alors toutes les dispositions nécessaires avec l'accord de la CCI Occitanie pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

### **10.5.7 - Obligation d'assistance technique**

Une assistance devra être assurée durant la totalité de l'événement.

Le titulaire s'engage à assurer une astreinte tout au long de l'événement.

Il s'engage à intervenir, pour tout problème dans un délai maximal de 30mn.

### **10.5.8 - Obligation d'assister aux réunions de cadrage et de suivi de l'opération**

Le titulaire sera convié aux réunions de cadrage de la prestation afin de valider avec la CCI Occitanie le rétroplanning et les modalités d'exécution de la prestation.

Le cadrage devra prendre en compte :

- La thématique retenue,
- L'organisation globale,
- La validation des équipes,
- Les intervenants proposés,

Par la suite, sur demande de la CCI Occitanie le chef de projet devra se rendre disponible pour assister aux réunions de suivi d'exécution de l'opération et devra rendre compte de l'état d'avancement du projet.

### **10.6 - Propriété industrielle et intellectuelle**

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont soumises aux articles 34 et 37 du CCAG-FCS. Le Pouvoir adjudicateur peut utiliser pleinement les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle réalisés dans le cadre du marché (on parle des résultats).

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

Le pouvoir adjudicateur est seul titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins du marché auquel ce dernier pourrait avoir accès. A la stricte fin de permettre au titulaire d'effectuer les prestations, objet du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur lui cède le droit d'utilisation, de copie et de modification, dans la limite de la durée du marché et pour les besoins uniques des prestations qui lui sont confiées.

Les parties sont convenues que le prix tient compte des droits de propriété intellectuelle de façon forfaitaire et définitive dans la rémunération perçue par le prestataire au titre des prestations effectuées qui ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Toutes les prestations et créations réalisées par le prestataire resteront la propriété des partenaires de l'opération qui pourront les utiliser autant que de besoin, sous les formes et dans les langues qui leur sembleraient utiles.

### **10.7 – Protection de la main d'œuvre et respect des conditions de travail**

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG-FCS. En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par le pouvoir adjudicateur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché en fournissant, sur simple demande de la CCI Occitanie, tous les justificatifs nécessaires.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG-FCS.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 – Vérifications qualitatives et quantitatives**

#### **11.1.1 Vérifications pour les prestations**

Conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, menées par le référent et destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

### **11.2 – Obligation de conseil et de résultat :**

Au titre de son obligation de conseil et de résultat, le titulaire s'engage notamment à :

- répondre aux demandes de renseignements de la CCI et lui communiquer tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent marché ;
- apporter tout le soin et la diligence nécessaires à l'exécution des prestations ;
- s'enquérir de toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations.

### **11.3 – Réalisation aux frais et risques**

Si la prestation n'est pas conforme, la personne publique peut mettre le titulaire en demeure de la compléter dans les délais qu'elle prescrira et aux frais du titulaire.

En cas de manquements avérés et/ou répétés, dans la réalisation de la prestation, et après mise en demeure le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **12 - Développement durable**

Le présent Accord-cadre est soumis à la prise en compte de clauses environnementales selon les textes suivants :

- Décret n° 2020-1828 du 31 décembre 2020 relatif à l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique
- Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1 000,00 €.

Dépassement du délai d'intervention de l'assistance technique (0.30mn)

- 100 € HT par 1/2h de retard d'intervention à la suite d'une demande

Ces pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable du Titulaire.

Le montant sera alors imputé sous forme de réfaction sur la facture.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **13.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à des reports de délais d'exécution du marché,

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

La clause de réexamen pourra également être utilisée en cas :

### *d'annulation de l'événement*

Conformément à l'article L2195-2 du Code de la commande publique, dans le cas où, pour des raisons de « force majeure » l'événement ne pouvait avoir lieu, le prestataire titulaire sera indemnisé à la hauteur des seuls frais engagés, pour répondre aux bons de commandes établis, au moment de la résiliation et non de la totalité du montant de la prestation.

### *de report de l'événement :*

Conformément à l'article 13.3.1 du CCAG- FCS sur la prolongation des délais d'exécution, si le titulaire ne peut plus respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou d'un événement ayant un caractère de « force majeure », l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le titulaire signale à l'acheteur les faits, dès leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision de l'événement à une date ultérieure. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.



## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

### Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des lit Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL) :

CCIRA de Bordeaux

103 bis, rue Belleville - BP 952 - 33063 BORDEAUX Cedex

Tél. : 05.56.69.27.18 (Mme Claire GACHET, secrétaire du CCIRA)

Tél. : 06.26.14.40.10 (Mme Claudine TEYSSANDIER-ROUSSET, secrétaire adjointe du CCIRA)

Courriels : [claire.gachet@direccte.gouv.fr](mailto:claire.gachet@direccte.gouv.fr) - [Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr](mailto:Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr)

Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire :

Le Tribunal Administratif de Toulouse

68, rue Raymond IV - B.P. 7007

31068 Toulouse Cedex 07

Tel : 05 62 73 57 57 Fax : 05 62 73 57 40

courriel : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Clauses complémentaires

### 18.1 - Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

## 19 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services